

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET D'UTILISATION DU SITE

<http://restaurant.leprecatelan.com/>

PARTIE I – CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE (CGV)

Pour les besoins des présentes, les termes ci-dessous définis, tant au singulier qu'au pluriel, auront la signification suivante :

- « Client » : toute personne physique agissant en tant que consommateur au sens du Code de la consommation, c'est-à-dire, à des fins n'entrant pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole ;
- « Prestations » : prestations de restauration et/ou de services proposés directement par le Prestataire ou indirectement via son site internet.

. « Site internet » : le site Web <https://www.restaurant.leprecatelan.com/> ainsi que les portails et variations d'URL y afférant le cas échéant ;

Article 1 - Dispositions générales

1.1 Le déroulement des Prestations est soumis aux dispositions des présentes complétées par les conditions particulières de la Prestation. Elles prévalent sur toutes conditions d'achat qui pourraient leur être opposées et expriment l'intégralité des droits et obligations des parties et sont indissociables, les cas échéant, de la section « Conditions Générales d'Utilisation » ci-dessous pour toute réservation et/ou commande effectuée via un site internet du Prestataire.

1.2 Le Prestataire se réserve le droit de ne pas accepter de réservation pour des manifestations dont le caractère électoral, politique ou confessionnel est incompatible ou peut porter atteinte à l'image et la vocation commune du Prestataire ou du site où les Prestations seront réalisées.

1.3 Si l'une quelconque des stipulations des présentes (en totalité ou en partie) s'avèrerait illégale, invalide ou inapplicable, les autres dispositions demeureront en vigueur.

1.4 L'absence d'exercice par les parties des droits qui leur sont reconnus par les présentes ne pourra en aucun cas être interprétée comme une renonciation à faire valoir lesdits droits.

1.5. Le présent document est écrit en français.

2. Prix

Les prix sont mentionnés en euros, hors taxes ou toutes taxes comprises. Les prix peuvent être révisés à tout moment sans préavis. Les prix facturés sont ceux en vigueur au jour de la réservation. Ils sont assujettis aux taux de TVA en vigueur applicables le jour de la prestation. Toutes taxes ou charges nouvelles qui pourraient être créées ou toute modification des charges ou taxes actuelles entraîneraient automatiquement le réajustement des prix. Les prix pourront être également soumis à une politique de tarification différenciée basée sur la gestion des capacités disponibles entraînant leur variation. Il appartient au Client d'apprécier, avant la validation de la réservation, si le prix lui convient. Aucune contestation concernant le prix ne pourra être prise en considération ultérieurement. Les prix des prestations ou services hors prestations principales ne seront pas modifiables après réservation.

Article 3 - Conditions de réservation et de règlement

3.1 Le Prestataire met à disposition du Client les présentes Conditions Générales sur son site internet afin qu'il puisse en prendre connaissance avant toute réservation. Les réservations sont effectuées par écrit, mail, téléphone, messagerie ou directement sur le site internet du Prestataire. Pour effectuer une réservation, le Client doit être âgé d'au moins 18 ans et être capable juridiquement de contracter. Toute fraude qui contreviendrait aux présentes Dispositions Générales pourra entraîner le refus par le Prestataire, à tout moment, de l'accès aux Prestations.

3.2 Toute réservation vaut acceptation des présentes et devient effective au paiement total ou partiel par le Client. En cas de paiement partiel, le solde restant devra être réglé par le Client le jour de la prestation.

3.3 Le nombre exact de participants doit être confirmé par écrit au plus tard 3 jours ouvrés avant la date de la prestation. Dans ce délai, le Client a la possibilité de modifier à la baisse le nombre de participants indiqué lors de la réservation initiale dans une limite de 10 % ou à la hausse dans la limite des places disponibles.

3.4 Le paiement pourra s'effectuer par espèces (dans la limite du plafond réglementaire), chèque (tiré exclusivement sur une banque domiciliée en France), carte bancaire, virement ou tout autre mode de paiement accepté par le Prestataire. Lors de tout paiement par carte bancaire, le Client s'engage à utiliser uniquement et personnellement la carte dont il est titulaire. En cas d'utilisation frauduleuse, le Prestataire ne pourra voir sa responsabilité engagée. Le Client doit indiquer à chaque paiement le numéro, la date de validité et le cryptogramme de sa carte bancaire. Le paiement à distance par carte bancaire est entièrement sécurisé par protocole SSL et assuré par un organisme spécialisé dans les transactions sécurisées en ligne. La transmission des données bancaires se fait par liaison sécurisée et directement sur le site internet dudit organisme. En tout état de cause, l'indisponibilité du service de paiement électronique ne pourra en aucun cas exonérer le Client de son obligation de payer le prix des Prestations choisies.

3.5 Tout retard de paiement entraînera, après l'envoi d'une lettre de mise en demeure, la facturation d'intérêts de retard hors toutes taxes, équivalent à l'application d'un taux égal au taux de la banque centrale européenne majoré de 10 points. Ces pénalités seront appliquées de la date d'exigibilité du principal à celle du paiement effectif et total. Une indemnité forfaitaire de compensation des frais de recouvrement de 40 € sera due de plein droit par tous les professionnels en cas de retard de paiement (art. L441-5 du code de commerce).

3.6 Toutes prestations, services et heures supplémentaires non prévues feront l'objet d'une facturation complémentaire à l'issue de la prestation.

Article 4 – Annulation

4.1 Du fait du Client :

En cas d'annulation totale des prestations :

- A plus de 30 jours calendaires avant la date prévue des prestations, le Prestataire restitue au Client la somme déjà versée sans prétendre à une autre indemnité.

- De 29 à 10 jours calendaires avant la date des prestations : le Client est redevable de 50% du montant total de la prestation annulée ;

- Moins de 10 jours calendaires avant la date des prestations : le Client est redevable de la totalité du montant total de la prestation annulée.

En cas de paiement partiel à la réservation, le Client recevra une facture équivalente au montant restant dû au titre de l'annulation.

4.2 Du fait du Prestataire

En cas d'annulation partielle ou totale de la prestation prévue ou de son contenu, causé par le refus d'autorisation par les pouvoirs publics ou par tout fait indépendant de la volonté du Prestataire, ce dernier rembourse au Client le montant correspondant à la partie de la Prestation non exécutée.

Le Client ne pourra en aucun cas prétendre au versement de tous frais, indemnités ou dommages et intérêts pouvant être réclamés à ce titre et fera son affaire de l'organisation de l'évènement dans un autre site.

Article 5 Annulation

5.1 Du fait du Client

En cas de demande de report de la manifestation par le Client pour quelque cause que ce soit, le Prestataire pourra proposer une autre date fixée selon les disponibilités du site concerné. En cas de report, le Prestataire percevra auprès du Client à titre d'indemnité jusqu'à 25 % (vingt cinq) du montant total HT de la prestation reportée fixé en proportion du délai restant à courir avant celle-ci. En cas d'indisponibilité du lieu de la manifestation, le Prestataire se réserve le droit de proposer un site différent avec un nouveau devis correspondant. A défaut d'accord entre les parties, l'article 4.1 relatif à l'annulation sera appliqué automatiquement.

5.2 Du fait du Prestataire

En cas de demande de report de la manifestation par le Prestataire pour quelque cause que ce soit, celle-ci pourra proposer au Client : - une autre date fixée selon les disponibilités du site concerné

- un des autres sites du Prestataire disponible à la date initialement prévue dans les mêmes conditions. Dans ces deux cas, le Prestataire accordera au Client, à titre d'indemnité, une remise commerciale pouvant aller jusqu'à 25 % du montant total HT de la prestation reportée fixée en proportion du délai restant à courir avant la date de la prestation. Tout surclassement vaut remise commerciale.

Article 6 - Règlement intérieur

6.1 Le Prestataire fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le déroulement de la Prestation dans les conditions prévues à la réservation. Le nombre de participants présents dans la salle ne pourra, en aucun cas, dépasser le nombre sécuritaire prescrit pour chaque salle.

6.2 Tout matériel ou objet qui pourrait se révéler dangereux pour les clients ou le personnel du Prestataire sera refusé.

6.3 Une tenue correcte et un comportement respectueux et ne portant pas atteinte aux règles de sécurité sont exigés.

6.4 Tout contrevenant pourra se voir refuser l'accès ou être expulsé du lieu de la Prestation, sans possibilité d'être remboursé du prix payé, le Prestataire se réservant en outre le droit de donner toutes les suites qu'elle jugera utiles.

6.5 Pour plus d'information, le Client pourra avoir accès, à tout moment, sur demande ou sur place, au règlement intérieur du lieu de la Prestation.

Article 7 – Confidentialité

Les parties s'engagent réciproquement à garder la plus stricte confidentialité sur l'ensemble des documents et informations qui seraient portés à leur connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations.

Article 8. Propriété Intellectuelle :

Le Prestataire est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle relatifs à la marque Le Pré Catelan Restaurant ainsi qu'au site internet « <http://restaurant.leprecatelan.com/> ».

Les éléments accessibles, notamment sous forme de textes, photographies, images, icônes, sons, sont également protégés par des droits de propriété intellectuelle et industrielle et autres droits privatifs. Le Client ne peut en aucun cas, reproduire, représenter, modifier, transmettre, publier, adapter, sur quelque support que ce soit, par quelque moyen que ce soit, ou exploiter de quelque manière que ce soit, tout ou partie des marques du Prestataire sans son autorisation préalable. L'exploitation non préalablement autorisée, à quelque titre que ce soit, de tout ou partie des informations pourra faire l'objet de toute action appropriée, notamment d'une action en contrefaçon.

Article 9 - Responsabilités – Assurances

Le Prestataire décline toute responsabilité en cas de vol ou de dégâts causés à tous types d'objets ou de biens (effets personnels, bagages à main, matériels etc.) appartenant au Client ou qui lui seraient confiés. Le Prestataire facturera au Client tout vol ou dégât mobilier et immobilier causé dans les lieux de la prestation par lui-même ou un membre des participants. En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles, le Prestataire ne pourra rembourser au-delà de 100% de la prestation commandée. Le Prestataire déclare être assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable pour sa responsabilité civile d'exploitation à hauteur de 8 millions d'euros et notamment en cas d'intoxication alimentaire.

Article 10 - Force majeure

Le Prestataire ou le Client se réserve la possibilité d'annuler une Prestation en cas de force majeure (incendie, explosion, pandémie, attentat, catastrophe naturelle, contraintes administratives...). Sera considéré comme un cas de force majeure tout événement comme une pandémie, qui répond aux critères de la force majeure, et qui impacte significativement la réalisation des prestations commandées ou l'exécution du contrat pour se conformer aux mesures de contrôle sanitaire mises en place par les autorités gouvernementales françaises. Dans ce cas, les sommes versées par le Client seront remboursées sans que le Client puisse prétendre à une quelconque indemnisation supplémentaire.

Article 11 - Droit de rétractation :

En application de l'article L 221-28, 12° du Code de la consommation, le Client ne peut exercer le droit de rétractation pour les prestations des services de restauration et d'activités de loisirs qui doivent être fournis à une date ou à une période déterminée.

Article 12 – Données personnelles

La collecte et le traitement des Données Personnelles du Client sont réalisés dans le respect de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 en vigueur et du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Pour plus d'informations, le Client est invité à consulter notre Politique de confidentialité disponible sur le Site internet <https://www.restaurant.leprecatelan.com/>.

Article 13. Réception de notifications et newsletter d'information

Le Client peut, à tout moment et gratuitement, nous demander de ne plus recevoir de publicités ou de prospections en nous contactant directement à l'adresse sales.support.ssl@sodexo.com ou au moyen du lien de désinscription inclus dans toute prospection que nous serions susceptible de lui adresser par courrier électronique. Cette opposition est sans préjudice à la légalité des envois réalisés avant sa mise en œuvre. Conformément à l'article L.223-2 du Code de la consommation, l'utilisateur est informé de son droit à s'inscrire sans frais sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique (www.bloctel.gouv.fr).

Article 14. Preuve

Il est expressément convenu que, sauf erreur manifeste établie par le Client ou par le Prestataire, les informations conservées dans le système d'information de ce dernier ont force probante. Les informations sur support informatique ou électronique conservées par le Prestataire constituent des preuves et, si elles sont produites comme moyen de preuve dans toute procédure contentieuse ou autre, elles seront recevables, valables et opposables entre les parties de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit.

Article 15 – Réclamations

Dans le cas d'une réclamation concernant la prestation, le Client a la possibilité de contacter le Prestataire par courrier à Pré Catelan – Service Relation Client – Bois de Boulogne 75016 Paris - France ou par email à leprecatelan-restaurant@lenotre.fr .

En cas de litige entre le professionnel et le consommateur, ceux-ci s'efforceront de trouver une solution amiable. A défaut d'accord amiable, le consommateur a la possibilité de saisir gratuitement le médiateur de la consommation dont relève le professionnel, à savoir l'Association des Médiateurs Européens (AME CONSO), dans un délai d'un an à compter de la réclamation écrite adressée au professionnel. La saisine du médiateur de la consommation devra s'effectuer

- soit en complétant le formulaire prévu à cet effet sur le site internet de l'AME CONSO: www.mediationconso-ame.com ;
- soit par courrier adressé à l'AME CONSO, 11 Place Dauphine – 75001 PARIS.

Cette disposition relative à la saisine du Médiateur ne s'applique pas aux Personnes morales.

Article 16 - Loi applicable – Litiges

Le présent contrat est régi par le droit français. Il doit être appliqué et interprété conformément à ce droit. En cas de litige, le Client s'adressera par priorité au Prestataire pour trouver une solution amiable. Le Client est informé qu'il peut en tout état de cause recourir à une médiation conventionnelle, notamment auprès de la Commission de la médiation de la consommation ou auprès des instances en médiation sectorielles existantes ou à tout mode alternatif de règlement des différends (conciliation, par exemple) en cas de contestation. A défaut de solution amiable, l'affaire sera portée devant les juridictions compétentes, étant précisé que les délais pour agir judiciairement ne sont pas interrompus durant la période de recherche d'une telle solution amiable. En cas de litige ou de contestation, les juridictions françaises seront seules compétentes et les lois françaises seules applicables. Les litiges nés avec nos clients inscrits au registre du commerce et des sociétés seront soumis au tribunal de commerce de Paris. Toutes les clauses ci-dessus seront intégralement respectées de part et d'autre.

PARTIE II – CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SITE <http://restaurant.leprecatelan.com/> (CGU)

La présente section des Conditions Générales de Vente et d'Utilisation du site <http://restaurant.leprecatelan.com/> ont pour objet de définir les modalités et conditions de mise à disposition, d'accès et d'utilisation du site internet du Prestataire et sont opposables aux Utilisateurs.

NOUS VOUS REMERCIONS DE LIRE ATTENTIVEMENT CES CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION AVANT D'UTILISER LE SITE INTERNET CAR ELLES AFFECTENT VOS DROITS ET OBLIGATIONS. VOTRE ACCES ET UTILISATION DU SITE INTERNET, COMME SON CONTENU, SONT SOUMIS A CES CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION, AINSI QU'AUX LOIS ET REGLEMENTS APPLICABLES.

Pour les besoins de la présente section, les termes ci-dessous définis, tant au singulier qu'au pluriel, auront la signification suivante :

« **Contribution** » : l'ensemble des contenus (photographie, image, informations, propos, commentaires, CV, lettre de motivation, etc.) pouvant être publié, édité, libellé, partagé, supprimé et/ou modifié sur le Site internet par l'Utilisateur ;

« **CGU** » : les présentes conditions générales d'utilisation ;

« **Editeur** » : la(les) société(s) éditrice(s) du site internet mentionnée(s) dans les Mentions Légales ;

« **Site internet** » : le site Web (<http://restaurant.leprecatelan.com/>) ainsi que les portails et variations d'URL y afférant le cas échéant ;

« **Utilisateur** » : toute personne se connectant sur le site internet, tel que le Client, les visiteurs etc. ;

« **Fonctionnalité** » : services mis à disposition de l'Utilisateur sur le site internet, tel que décrit ci-après ;

« **Prestations** » : Prestations proposées et qui peuvent notamment faire l'objet d'une réservation par l'Utilisateur dans les conditions présentées sur ledit site.

Article 17 – Accès aux Fonctionnalités

L'accès aux Fonctionnalités du site internet est ouvert à toute personne circulant sur ledit site et est subordonné au respect des présentes. L'Utilisateur est informé qu'il dispose de la faculté de sauvegarder et d'imprimer ces CGU en utilisant les fonctionnalités standards de son navigateur ou de son ordinateur. En utilisant les Fonctionnalités, l'Utilisateur reconnaît avoir obtenu de la part du Prestataire toutes les informations nécessaires quant aux Fonctionnalités et adhérer, sans réserve, aux CGU. Tout Utilisateur s'engage, après acceptation des CGU, à les respecter scrupuleusement. Le non-respect des CGU engage la responsabilité de l'Utilisateur et peut entraîner la suspension immédiate et de plein droit, ou l'arrêt définitif et de plein droit de l'accès au site internet et aux Fonctionnalités associés. L'Utilisateur est responsable de l'utilisation qu'il fait des informations mises à sa disposition par l'Utilisateur dans le cadre des Fonctionnalités et doit prendre en considération l'ensemble des avertissements figurant dans les présentes CGU et sur site internet.

Les conditions d'accès et d'utilisation des Fonctionnalités sont susceptibles d'être modifiées sans préavis par le Prestataire. La disponibilité de chaque Fonctionnalité dépend du site internet et un Utilisateur peut donc ne pas avoir accès à tout ou partie des Fonctionnalités ci-dessous.

Article 18– Les Fonctionnalités

Le site internet permet à l'Utilisateur d'accéder à tout ou partie des Fonctionnalités suivantes :

18.1 Consulter des informations sur les Prestations. Cette fonctionnalité permet à l'Utilisateur d'avoir accès à des informations relatives aux Prestations (ex : horaires, descriptifs et conditions particulières des Prestations, informations sur les produits proposés, etc.).

18.2 Réserve. L'Utilisateur pourra réserver des Prestations sur le site internet. Les conditions d'accès et de fonctionnement de la commande de ces Prestations figurent sur le site internet et dans les présentes. En tout état de cause, l'Utilisateur s'engage à ce que toutes les informations fournies à l'Editeur (en ce compris des Données Personnelles) lors de son inscription soient en permanence sincères, exactes, complètes et à jour. Il s'engage notamment à ne pas créer une fausse identité de nature à induire l'Editeur ou tout tiers en erreur et à ne pas usurper l'identité d'une autre personne physique. L'Utilisateur s'engage à mettre immédiatement à jour, en cas de modification, l'ensemble des informations le concernant. Dans l'hypothèse où l'Utilisateur fournirait des données fausses, inexactes, périmées, incomplètes, trompeuses ou de nature à induire en erreur, l'Editeur pourra, immédiatement sans préavis ni indemnité, suspendre ou résilier le compte de l'Utilisateur et lui refuser l'accès, de façon temporaire ou définitive, à tout ou partie des Fonctionnalités.

18.3 Recevoir des notifications et newsletter d'information du Prestataire et/ou de ses partenaires. En fonction des choix émis lors de la réservation, l'Utilisateur sera susceptible de recevoir des notifications le cas échéant commerciales et/ou des newsletters (lettre d'information) de la part du Prestataire et/ou de ses partenaires commerciaux.

18.4 Dépôt d'une candidature. L'Utilisateur pourra déposer sa candidature de manière spontanée selon les modalités qui lui sont présentées sur le Site internet.

Article 19 - Contributions de l'Utilisateur

L'Utilisateur s'engage à ce que ses Contributions respectent l'ensemble des lois et règlements en vigueur. Il lui est interdit, sans que cette liste soit limitative, de publier toute Contribution dont le contenu porterait ou serait susceptible de porter atteinte :

- A l'ordre public ou aux bonnes mœurs,
- Aux droits des tiers (droit à l'image, vie privée, etc.),
- Aux droits de propriété intellectuelle de tout tiers et/ou de Sodexo.

A cet égard, l'Utilisateur s'engage à ce que ses Contributions soient pertinentes au regard du contexte et ne doivent pas comporter d'appréciations subjectives et jamais excessives ou insultantes, ni faire apparaître, directement ou indirectement, toute donnée considérée comme sensible (origine raciale ou ethnique, opinions politiques, philosophiques ou religieuses, appartenance syndicale, données relatives à la santé ou à la vie sexuelle, infractions, condamnations, mesure de sûreté).

L'Utilisateur déclare endosser toutes les responsabilités civiles et pénales qui seraient la conséquence de la publication sur le Site internet de ses Contributions. En outre, l'Utilisateur garantit l'Editeur contre toute action, de quelque nature qu'elle soit, pouvant être intentée contre lui par toute personne intéressée pour non-respect par l'Utilisateur des dispositions qui précèdent.

Il est précisé qu'en cas de non-respect par l'Utilisateur des dispositions contenues au présent article, Sodexo se réserve le droit de supprimer du Site internet toute Contribution litigieuse, nonobstant le droit pour ce dernier de suspendre ou de résilier sans préavis, l'accès de l'Utilisateur au site internet.

Article 20- Conditions de mises à disposition du site internet

20.1 Disponibilité. L'accès au Site internet est libre et gratuit à tout Utilisateur disposant d'un accès à internet. Tous les coûts afférents à l'accès, que ce soient les frais matériels, logiciels ou d'accès à internet sont exclusivement à la charge de l'Utilisateur. Il est seul responsable du bon fonctionnement de son équipement informatique ainsi que de son accès à Internet.

L'Editeur met en œuvre tous les moyens raisonnables afin de proposer à l'Utilisateur une disponibilité continue du Site internet mais certaines Fonctionnalités peuvent avoir des horaires de disponibilité différents.

L'Editeur ne peut non plus être responsable de l'indisponibilité du Site internet en cas d'opérations de maintenance, de test, de sécurité, de réparation ou de toute autre nature que ce soit.

Toutefois, l'Editeur se réserve le droit, sans préavis, ni indemnité, de fermer temporairement ou définitivement le Site internet ou l'accès à une ou plusieurs Fonctionnalités notamment pour effectuer une mise à jour, des opérations de maintenance, des modifications ou changements sur les méthodes opérationnelles, les serveurs et les heures d'accessibilité, sans que cette liste ne soit limitative. L'Editeur se réserve également la possibilité de suspendre, d'interrompre ou de mettre définitivement un terme à tout accès à tout ou partie du Site internet en cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence, ou tout autre fait indépendant de sa volonté.

L'Utilisateur reconnaît le droit de l'Editeur de choisir et/ou de modifier à sa convenance l'infrastructure et/ou le pays où le Site internet sera hébergé.

20.2 Anomalies – Dysfonctionnements. L'Editeur ne garantit pas que le Site internet sera exempt d'anomalies, d'erreurs ou de bugs, ni que celles-ci pourront être corrigées, ni que le Site internet fonctionnera sans interruption ou pannes, ni encore qu'il est compatible avec un matériel ou une configuration particulière.

L'Editeur ne peut en aucun cas être tenu pour responsable des problèmes techniques imputables à des tiers, et ce notamment en cas de dysfonctionnements imputables à des logiciels de tiers que ceux-ci soient ou non incorporés dans le Site internet ou fournis avec celui-ci ou de problème de communication ou d'indisponibilité du Site internet du fait de problèmes techniques extérieurs audit Site, qu'ils soient notamment dus :

- Au matériel de l'Utilisateur ;
- Au fournisseur d'accès Internet ;
- Au fournisseur d'hébergement de l'Utilisateur ;
- Ou résultant d'une façon générale d'un cas de force majeure.

L'Utilisateur déclare par ailleurs connaître les caractéristiques et les limites de l'Internet, en particulier ses performances techniques, les temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des données et les risques liés à la sécurité des communications. Il appartiendra à l'Utilisateur de veiller aux possibilités d'évolution des moyens informatiques et de transmission à sa disposition pour que ces moyens puissent s'adapter aux évolutions du Site internet.

Article 21 - Responsabilité de l'Editeur.

L'Editeur ne saurait être tenu pour responsable des dommages de toute nature (incluant la perte de profits ou d'opportunité, etc.) qui peuvent résulter des changements et/ou d'une indisponibilité temporaire ou définitive, totale ou partielle, du Site internet ou de toute Fonctionnalité et ce, qu'elle qu'en soit l'origine ou la provenance. Plus largement, sauf faute de sa part, l'Editeur n'est en aucun cas responsable des dommages de toute nature (incluant la perte de profits ou d'opportunité, etc.) qui pourraient résulter de l'utilisation du Site internet, tels que notamment, perte de données, en ce compris les Données Personnelles, intrusion, virus, suspension du service et/ou des Fonctionnalités, utilisation frauduleuse de carte bancaire, etc.

En cas d'utilisation anormale ou d'une exploitation illicite du Site internet par un Utilisateur, ce dernier demeurera seul responsable des dommages de toute nature, causés aux tiers et à l'Editeur et des conséquences, des réclamations et/ou actions qui pourraient en découler.

Par ailleurs, Sodexo ne sera pas responsable en cas de "force majeure" tel que défini par les lois applicables et par la jurisprudence française.

Article 22 - Cookies

Certaines informations de l'Utilisateur peuvent être collectées lorsqu'il consulte le présent Site internet à des fins notamment de personnaliser et améliorer son expérience. Pour plus d'informations, l'Utilisateur est invité à consulter notre [Politique de gestion des cookies](#).

Article 23 - Durée et résiliation.

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée et demeurera en vigueur et de plein effet tant que l'Utilisateur utilisera les Fonctionnalités ou conservera son compte personnel.

L'Editeur se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris la suppression d'un compte personnel, sans devoir donner de motifs, ni préavis, ni formalités, ni indemnités au profit de l'Utilisateur, dans le cas d'une décision judiciaire l'y contraignant, d'événements de force majeure, de manquement aux présentes CGU ou à la loi ou encore en cas de suspicion de fraude.

L'Editeur avertira par tout moyen approprié l'Utilisateur de la mesure prise et des raisons qui l'ont amené à prendre une telle décision. Le compte personnel de l'Utilisateur ne sera plus accessible à compter de la date de résiliation et toutes les Fonctionnalités seront immédiatement suspendues. Une telle résiliation interviendra sans préjudice de tous les dommages et intérêts qui pourraient être réclamés en réparation des préjudices subis du fait de tels manquements.

Au moment de toute résiliation, les droits et les licences accordés à l'Utilisateur seront résiliés et l'Utilisateur devra cesser toute utilisation du site internet. L'Utilisateur n'aura droit à aucune indemnité.

Article 24 - Liens hypertextes

Le présent Site internet peut contenir des liens (dont liens hypertextes) vers d'autres sites Internet ou applications qui ne sont pas sous le contrôle de l'Editeur, qui n'est pas responsable du contenu de ces sites ou applications, des liens qu'ils contiennent, ni des changements ou mises à jour qui leur sont apportés. Il n'est possible de créer un lien hypertexte vers des sites Internet tiers sans autorisation expresse de l'Editeur. En aucun cas, la création d'un lien hypertexte sur le présent Site internet ne pourra engager la responsabilité de l'Editeur.

Article 25 - Dispositions Générales

25.1. Modification des CGU. L'Editeur se réserve le droit de modifier, compléter ou mettre à jour à tout moment tout ou partie des CGU et notamment aux fins de se conformer à toute évolution législative, réglementaire, technique et jurisprudentielle qui pourrait survenir. Dans ce cas, les dispositions applicables seront celles en vigueur à leur date de mise en ligne et seront opposables à la date d'utilisation du Site internet par l'Utilisateur.

25.2. Intégralité. Si une quelconque des stipulations des présentes CGU (en totalité ou en partie) s'avérait être illégale, invalide ou inapplicable, les autres dispositions demeureraient pleinement en vigueur. La partie invalide ou inapplicable sera remplacée par une disposition valide de même effet juridique.

25.3. Non-renonciation. L'absence d'exercice par les parties des droits qui leur sont reconnus par les présentes ne pourra en aucun cas être interprétée comme une renonciation à faire valoir lesdits droits.

25.4. Convention de preuve. Il est expressément convenu que, sauf erreur manifeste établie par l'Utilisateur ou par l'Editeur, les données conservées dans le système d'information de l'Editeur ont force probante. Les données sur support informatique ou électronique conservées par l'Editeur constituent des preuves et, si elles sont produites comme moyen de preuve dans toute procédure contentieuse ou autre, elles seront recevables, valables et opposables entre les parties de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit.